

Le Budget

maintenant chez les gens à revenu moyen de tout le pays, qui représentent la plus grande tranche de population. Ils vivent dans la peur de ce qu'il leur arrivera dans l'avenir. Existera-t-il un système de santé pour eux? Pourront-ils obtenir les médicaments dont ils auront besoin à des prix abordables lorsque viendra le moment opportun, c'est-à-dire lorsqu'ils atteindront un certain âge? Ils ont l'impression que le gouvernement fédéral se dérobe peut-être devant ses responsabilités en ce domaine», fin de cette citation, tout aussi révélatrice qu'actuelle.

Ainsi, le sous-financement fédéral des programmes de transfert aux provinces en matière de santé génère des conséquences graves, en bout de piste, pour les usagers, ce qu'a carrément oublié le concepteur du Budget du 22 février dernier.

Je rappelle à cette Chambre, par exemple, le cas de l'Hôpital Sainte-Croix, dans mon comté, qui souffre d'une sous-budgétisation annuelle de l'ordre de 10 millions de dollars. Or, il s'amorce dans notre collectivité un vaste mouvement de soutien à la survie de cet hôpital qui dessert une population de 90 000 personnes. Ce n'est pas dans un pays en développement que l'on parle de sauver un hôpital, c'est au Québec, à l'intérieur d'un système de santé canadien que l'on se plaît à décrire comme l'un des meilleurs au monde. Oui, la supercherie a un prix à payer: la méfiance de nos concitoyennes et concitoyens lorsqu'ils n'obtiennent plus les services qu'on leur avait promis et qu'en plus une loi leur confère.

Le Budget annonce la création d'un centre d'excellence sur la santé des femmes. Qu'en est-il de ce centre et quelles sommes y seront consacrées, alors que le Conseil de recherches médicales voit son budget amputé de 10,8 millions de dollars, diminution puisée justement dans le programme des réseaux de centres d'excellence. Quant aux engagements pris pour un programme de nutrition prénatale, s'agit-il d'argent neuf ou de sommes provenant de la liquidation de programmes secondaires—31,2 millions de dollars—ou de programmes d'aide de caractère exceptionnel—30,2 millions. Les chiffres sont trompeurs et laissent croire qu'on a éliminé des programmes pour faire place à ceux promis par le gouvernement en campagne électorale.

Les coupures draconiennes effectuées dans le régime d'assurance-chômage entraîneront nécessairement une détérioration des conditions socio-économiques d'existence de ces bénéficiaires et, par le fait même, une dégradation de leur état de santé.

Ce que je déplore vivement, c'est que cette politique et ces réductions touchent principalement les plus démunis de cette société. Comment une personne gagnant 25 000 \$ par année avec deux enfants à sa charge pourra-t-elle subvenir aux besoins de subsistance de la famille lorsque le gouvernement ne lui accorde que 55 p. 100 des sommes assurables? Quelles sont donc les conséquences de cette mesure sur la santé des plus démunis? Le gouvernement a-t-il évalué les enjeux et les coûts de ces conséquences qui auront des répercussions sur les budgets de santé pour les provinces?

À la suite de cette réduction, ces personnes auront de la difficulté à se nourrir, se chauffer, à se loger et à se vêtir convena-

blement. Cette situation entraînera une dégradation de leur état de santé et une demande croissante en soins de santé. Si le gouvernement pense réduire ses dépenses en hypothéquant l'existence des plus démunis, il se trompe.

[Traduction]

M. Dan McTeague (Ontario): Monsieur le Président, j'ai l'honneur aujourd'hui, non seulement de vous féliciter de votre nomination, mais aussi de féliciter le ministre des Finances d'avoir présenté un des budgets peut-être les plus équilibrés et les plus raisonnables jamais présentés dans cette enceinte depuis longtemps. En tant que représentant nouvellement élu de la circonscription d'Ontario, c'est la première occasion que j'ai de m'adresser à la Chambre.

C'est un privilège que de pouvoir s'adresser à la Chambre à titre de député d'Ontario. J'ai été précédé par des personnalités importantes. Je pense naturellement à l'honorable Norman Cafik, à l'honorable Michael Starr et, plus récemment, à René Soetens qui a représenté la circonscription de 1988 à 1992.

• (1750)

Je prends mes responsabilités de député très au sérieux. Mes électeurs m'ont confié le mandat de défendre leurs intérêts. C'est une tâche que j'ai l'intention d'accomplir avec humilité, diligence, intégrité et honnêteté. Je voudrais parler un peu de ma circonscription avant de passer aux principaux points du budget tels que je les perçois et à certains aspects qu'il me paraît utile de poursuivre et d'appuyer.

La circonscription d'Ontario est l'une des plus peuplées du pays. Elle comprend les villes en expansion d'Ajax, Pickering et Whitby. Elle comprend également une vaste zone «rurbaine» que mes prédécesseurs ont appelée les terres de l'aéroport de Pickering et les terres de Seaton. C'est une circonscription dont la population croît rapidement et qui, à bien des égards, est un microcosme de ce que deviendra le Canada. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles elle a élu un des plus jeunes candidats, maintenant un des plus jeunes députés de la majorité. C'est un honneur que de servir à ce titre, mais pour comprendre un peu mieux ce budget, je devais commencer par analyser ma circonscription.

Ce budget est le point de départ d'un processus qui devrait remettre le Canada au travail et qui devrait faire passer notre économie de la stagnation à la croissance. Au cours des dernières années, nous avons vu le gouvernement précédent adopter une politique néo-conservatrice. Je crois que cette politique a grandement gêné notre compréhension et notre évaluation de l'économie qui, au Canada comme dans le reste du monde, a connu des changements profonds.

C'est parce que nous avons compris ces changements que nous avons pu, en tant que gouvernement, concevoir une nouvelle façon d'envisager l'économie, instaurer une nouvelle économie, fondée sur des idées, sur des innovations et sur la reconnaissance du rôle très important que nous assumons dans l'établissement et le maintien d'une économie durable et bien dirigée.